

**GOUVERNEMENTS DE COMMUNAUTE ET DE REGION — GEMEENSCHAPS- EN GEWESTREGERINGEN
GEMEINSCHAFTS- UND REGIONALREGIERUNGEN**

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

COMMUNAUTE FRANÇAISE

F. 93 — 2825

Rapport au Gouvernement de la Communauté française

Objet : Modification de l'article 18 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat

L'article 18 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 permet au Gouvernement de dispenser de tout ou partie des conditions de recrutement, des personnes justifiant d'une haute valeur administrative, scientifique, technique ou artistique moyennant l'utilisation d'une procédure particulière décrite par ledit article.

La création des Services de l'Exécutif et la nécessité pour ceux-ci d'étoffer leur cadre par l'apport de personnes hautement qualifiées a justifié, par le passé, le recours à cette disposition.

La mise en place, aujourd'hui achevée, des ministères composant les Services de l'Exécutif rend moins impérieuse la nécessité de recourir à cette procédure exceptionnelle.

Toutefois, il est de bonne administration de maintenir la possibilité qu'offre l'article 18 précité de nommer des personnes dont la valeur a pu être reconnue dans l'exercice de fonctions dans un cadre statutaire autre que celui des Services de l'Exécutif.

La Communauté française regroupe nombre de catégories de personnel régies par différents statuts fort semblables sans possibilité, cependant, de passage entre ces catégories.

Il serait préjudiciable à l'administration de s'interdire de recruter des personnes particulièrement qualifiées en raison de l'étanchéité de leur statut par rapport à celui des Services de l'Exécutif.

Il convient, cependant, de préserver de tout abus les droits des agents en place en limitant à la seule occurrence ci-dessus décrite la possibilité de procéder à des recrutements en dérogation au droit commun et de rendre le plus objectif possible le choix des personnes qui pourraient bénéficier d'un tel recrutement.

C'est ainsi qu'il est proposé d'introduire dans l'article 18 les exigences suivantes :

1. Les emplois à pourvoir de cette manière ne peuvent se situer qu'au rang 15 ou 16.

Ce type de recrutement doit être limité aux emplois de haute administration.

L'exclusion du grade de secrétaire général permet de réserver la haute direction du département à un agent des Services de l'Exécutif qui se trouve dans les conditions réglementaires actuellement requises pour être promu à ce grade.

2. Les agents à recruter doivent être statutaires.

Cette exigence répond à la philosophie décrite ci-dessous à savoir que l'article 18 doit répondre au problème de la coexistence de statuts étanches et non permettre la nomination de personnes étrangères aux Services publics.

3. Ils doivent être nommés à titre définitif dans un grade supérieur au grade de recrutement correspondant.

Cette condition permet d'objectiver l'exigence d'expérience.

4. Ils doivent également avoir, au cours de leur carrière, réussi une épreuve de recrutement ou de promotion prévue par les dispositions du statut auquel ils sont assujettis.

Cette condition répond à la nécessité de ne pas créer de discrimination par rapport aux agents ayant été soumis aux épreuves organisées par le Secrétariat permanent au Recrutement.

5. L'échelle barémique dont ils sont titulaires doit être supérieure, pour tous ses échelons, à celle attachée au grade de conseiller-adjoint.

Cette condition permettra de maintenir dans des limites acceptables le niveau de la promotion pécuniaire offerte aux bénéficiaires.

Le statut du personnel des Ministères prévoit que peuvent être promus au rang 15 les agents titulaires d'un grade des rangs 13 ou 14.

Cette notion de rang étant inconnue dans de nombreux autres statuts, une assimilation sur cette base est impossible.

L'exigence d'être bénéficiaire d'une échelle supérieure à celle de conseiller adjoint permet une certaine assimilation sur le plan pécuniaire (pour rappel, le grade de conseiller adjoint est celui qui donne accès au rang 13).

Le Ministre de l'Education, de l'Audiovisuel et de la Fonction publique,
E. Di Rupo.

[S-C — 29539]

**17 NOVEMBRE 1993. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française
modifiant l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 87, §§ 2, 3 et 4, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 18, modifié par l'arrêté royal du 18 avril 1989;

Vu l'arrêté royal du 22 novembre 1991 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des Exécutifs et des personnes morales de droit public qui en dépendent, notamment l'article 11, § 3;

Vu le protocole n° 104 du 21 septembre 1993 du Comité de négociation du Secteur XVII;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances;

Vu les motivations contenues dans le rapport présenté au Gouvernement conformément à l'article 116 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat;

Sur la proposition du Ministre de l'Education, de l'Audiovisuel et de la Fonction publique;

Vu la délibération du Gouvernement du 15 novembre 1993,

Arrête :

Article 1er. Le présent arrêté est applicable aux membres du personnel des Services de l'Exécutif de la Communauté française — Ministère de la Culture et des Affaires sociales et Ministère de l'Education, de la Recherche et de la Formation.

Art. 2. L'article 18 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat est remplacé par la disposition suivante :

« Article 18. Il sera loisible au Gouvernement de dispenser de tout ou partie des conditions prescrites à la présente partie, des personnes justifiant d'une compétence particulière en rapport avec l'emploi à conférer.

Aucune nomination ne sera faite par cette voie sans :

1° la consultation du Gouvernement auprès du Secrétaire permanent au Recrutement, sur la nécessité de recourir à l'application du présent article;

2° la publication au *Moniteur belge* de l'intention du ministre compétent de recourir à la procédure prévue par le présent article. Cette communication indiquera que les candidatures doivent être adressées dans un délai de quinze jours au ministre compétent;

3° l'avis du conseil de direction du ministère où la nomination est à faire sur la personne appelée à bénéficier de la dérogation, préalablement désignée par le ministre parmi les candidats qui se sont présentés;

4° la délibération du Gouvernement.

Le présent article ne peut s'appliquer que pour le recrutement à un grade classé au rang 15 ou au rang 16.

L'arrêté de nomination devra constater que cette procédure a été suivie et sera publié in extenso au *Moniteur belge*. Il visera les articles de la présente partie III auxquels il déroge, et contiendra une mention explicite concernant chacun des objets suivants :

1° la vacance de l'emploi dans les cadres permanents de l'administration;

2° l'impérieuse nécessité de pourvoir à cette vacance sans autre délai;

3° l'impossibilité de pourvoir à l'emploi vacant par concours, promotion, changement de grade ou transfert d'un agent de la Communauté.

Nul ne peut être nommé conformément au présent article s'il ne remplit, au moment de l'appel aux candidats, les conditions suivantes :

1° être nommé à titre définitif dans un emploi à temps plein et bénéficier d'un statut légal ou réglementaire;

2° être titulaire, conformément au statut auquel le candidat est soumis dans l'emploi qu'il occupe, d'un grade de promotion ou d'une fonction de promotion ou de sélection;

3° avoir, au cours de sa carrière, réussi une épreuve de recrutement ou de promotion prévue par le statut auquel le candidat est soumis dans l'emploi qu'il occupe;

4° bénéficier dans son grade ou dans sa fonction d'une échelle de traitement supérieure en tous ses échelons, à celle attachée au grade de conseiller adjoint. »

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 novembre 1993.

Par le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education, de l'Audiovisuel et de la Fonction publique,

E. DI RUPO

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

N. 93 — 2825

[C — 29539]

Verslag aan de Regering van de Franse Gemeenschap

Betreft : Wijziging van artikel 18 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel

Artikel 18 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 laat de Regering toe personen die het bewijs leveren dat zij een hoge administratieve, wetenschappelijke, technische of artistieke waarde bezitten geheel of gedeeltelijk van de wervingsvoorwaarden te ontslaan, door middel van een bij dat artikel beschreven procedure.

De toepassing van die bepaling was in het verleden verantwoord door de oprichting van de Diensten van de Executieve en de noodzaak, voor deze, hun personeelsformatie te vernieuwen door de inbreng van zeer bevoegde personen.

Daar de ministeries waaruit de Diensten van de Executieve bestaan nu voorgoed geïnstalleerd zijn, is het minder dwingend noodzakelijk die buitengewone procedure aan te wenden.

In het belang van een goed bestuur is het echter aangeraden de bij voornoemd artikel 18 geboden mogelijkheid om personen te benoemen wier waarde heeft kunnen erkend worden in de uitoefening van ambten in een andere statutaire personeelsformatie dan deze van de Diensten van de Executieve, te behouden.

In de Franse Gemeenschap zijn er talrijke personeelscategorieën vertegenwoordigd die vallen onder verscheidene statuten die zeer gelijkaardig zijn, zonder dat een overgang tussen die categorieën evenwel mogelijk is.

Het zou de administratie nadelig zijn zichzelf, omdat het statuut van bijzonder bevoegde personen vergrendeld is ten opzichte van het statuut van de Diensten van de Executieve, het verbod op te leggen die personen aan te werven.

De rechten van de aangestelde ambtenaren dienen echter voor elk misbruik te worden vrijgemaakt, door de mogelijkheid om personen aan te werven in afwijking van het gemeen recht te beperken tot het hierboven bepaalde geval, en de keuze van de personen die zo zouden kunnen worden aangeworven dient zo objectief mogelijk te worden gemaakt.

Zo wordt voorgesteld in artikel 18 de volgende eisen in te voeren :

1. De op die wijze toe te kennen betrekkingen kunnen alleen tot rang 15 of 16 behoren.

Dit soort van werving moet worden beperkt tot betrekkingen van hoog bestuur.

Door de uitsluiting van de graad van Secretaris-generaal kan de hoge leiding van het departement worden weggelegd voor een ambtenaar van de Diensten van de Executieve die voldoet aan de reglementaire voorwaarden die thans vereist zijn om in die graad te worden bevorderd.

2. De aan te werven ambtenaren moeten statutair zijn.

Die eis beantwoordt aan de hieronder beschreven opvatting, volgens welke artikel 18 een antwoord moet brengen op het probleem van het naast elkaar bestaan van vergrendelde statuten en niet de benoeming van niet tot de Openbare Diensten behorende personen mogelijk maken.

3. Ze moeten in vast dienstverband worden benoemd in een hogere graad dan de overeenstemmende wervingsgraad.

Door die eis kan de eis inzake ervaring worden geobjectiveerd.

4. Ze moeten ook, in de loop van hun loopbaan, geslaagd zijn voor een wervings- of bevorderingsexamen bedoeld bij de bepalingen van het statuut waaronder ze vallen.

Deze voorwaarde beantwoordt aan de noodzaak geen discriminatie in te voeren ten opzichte van de ambtenaren die door het Vast Wervingssecretariaat georganiseerde examens hebben afgelegd.

5. De weddeschaal waarvan ze titularis zijn, moet, in al haar trappen, hoger zijn dan deze die verbonden is aan de graad van adjunct-adviseur.

Door die voorwaarde kan het niveau van de aan de begunstigden toegekende geldelijke bevordering binnen aanvaardbare perken worden gehouden.

Het statuut van het personeel van de ministeries bepaalt dat de ambtenaren, om tot rang 15 te kunnen worden bevorderd, titularis moeten zijn van een graad van rang 13 of rang 14.

Daar dat begrip rang in talrijke andere statuten onbekend is, is een gelijkstelling op die basis onmogelijk.

Door de eis om een schaal te genieten die hoger is dan deze van adjunct-adviseur is een zekere gelijkstelling op geldelijk vlak mogelijk (er wordt op gewezen dat de graad van adjunct-adviseur toegang tot rang 13 verleent).

De Minister van Onderwijs, de Audiovisuele Sector en Openbaar Ambt,
E. Di Rupo.

VERTALING

[S-C — 29539]

17 NOVEMBER 1993. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 87, §§ 2, 3 en 4, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 18, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 april 1969;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 november 1991 tot bepaling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de Executieven en van de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen, inzonderheid op artikel 11, § 3;

Gelet op het protocol nr. 104 van 21 september 1993 van het Onderhandelingscomité van Sector XVII;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën;

Gelet op de redenen vervat in het verslag dat aan de Regering werd voorgelegd overeenkomstig artikel 116 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel;

Op de voordracht van de Minister van Onderwijs, de Audiovisuele Sector en Openbaar Ambt;

Gelet op de door de Regering na de beraadslaging van 15 november 1993 genomen beslissing,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit is toepasselijk op de personeelsleden van de Diensten van de Executieve van de Franse Gemeenschap — Ministerie van Cultuur en Sociale Zaken en Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming.

Art. 2. Artikel 18 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 18. Het staat de Regering vrij personen die het bewijs leveren van een bijzondere bekwaamheid in verband met de te verlenen betrekking geheel of gedeeltelijk van de in dit deel gestelde voorwaarden te ontslaan.

Geen benoeming zal met toepassing van deze regel geschieden, zonder dat :

1° de Regering het advies van de Vaste Wervingssecretaris heeft ingewonnen over de noodzaak dit artikel toe te passen;

2° in het *Belgisch Staatsblad* het voornemen van de bevoegde minister om de procedure van dit artikel te volgen, is bekendgemaakt. Dit bericht vermeldt dat de kandidaturen binnen vijftien dagen aan de bevoegde minister moeten worden toegezonden;

3° de directieraad van het ministerie waar de benoeming zal plaatshebben, heeft geadviseerd over degene die vooraf door de minister uit de kandidaten die zich hebben aangemeld, is aangewezen om voor de afwijking in aanmerking te komen;

4° de Regering heeft beraadslaagd.

Dit artikel kan alleen worden toegepast voor werving in een graad van rang 15 of rang 16.

Het benoemingsbesluit stelt vast dat deze procedure is gevolgd en wordt in extenso in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt. Het noemt de artikelen van dit deel III waarvan het afwijkt en vermeldt uitdrukkelijk elk der onderstaande punten :

1° de vacature van de betrekking in de vaste personeelsformaties van het bestuur;

2° de dwingende noodzaak zonder verwijl te voorzien in deze vacature;

3° de onmogelijkheid in de vacature te voorzien bij wege van vergelijkend examen, bevordering, verandering van graad of overheveling van een ambtenaar van de Gemeenschap.

Niemand kan overeenkomstig dit artikel worden benoemd indien hij, op het ogenblik van de oproep tot de kandidaten, niet de volgende voorwaarden vervult :

1° in vast dienstverband benoemd zijn in een voltijdse betrekking en een wettelijk of reglementair statuut genieten;

2° titularis zijn, overeenkomstig het statuut waaraan de kandidaat onderworpen is in de betrekking die hij bekleedt, van een bevorderingsgraad of van een bevorderings- of selectieambt;

3° gedurende zijn loopbaan geslaagd zijn voor een wervings- of bevorderingsexamen bedoeld bij het statuut waaraan de kandidaat onderworpen is in de betrekking die hij bekleedt;

4° in zijn graad of zijn ambt een weddeschaal genieten die, in al haar trappen, hoger is dan de schaal die verbonden is aan de graad van adjunct-adviseur. »

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 4. De Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 november 1993.

Vanwege de Regering van de Franse Gemeenschap :

De Minister van Onderwijs, de Audiovisuele Sector en Openbaar Ambt,

E. DI RUPO

DEUTSCHSPRACHIGE GEMEINSCHAFT COMMUNAUTE GERMANOPHONE — DUITSTALIGE GEMEENSCHAP

MINISTERIUM DER DEUTSCHSPRACHIGEN GEMEINSCHAFT

D. 93 — 2826

[S-C — 33121]

22. JUNI 1993. — Dekret zur Festlegung von Bestimmungen zur Ergänzung und Änderung der Unterrichtsgesetzgebung (1)

Der Rat der Deutschsprachigen Gemeinschaft hat das Folgende angenommen und wir, Exekutive sanktionieren es :

KAPITEL I. — Sondermaßnahmen infolge einer Schließung, Übernahme oder Fusion einer Sekundäreinrichtung in der Zeitspanne zwischen dem 15. August 1993 und dem 15. September 1993

Artikel 1. Ein Personalmitglied kann nicht gleichzeitig in einer Sekundarschule des Gemeinschaftsunterrichtswesens und des subventionierten Unterrichtswesens definitiv ernannt sein.

Bei dieser Unvereinbarkeit muß das Personalmitglied sich spätestens bis zum Ende des zweiten Schuljahres, das der Schließung, Übernahme oder Fusion folgt, entscheiden, in welchem der beiden Netze es ausschließlich ernannt bleibt.

Entscheidet sich das Personalmitglied der Unterrichtseinrichtung für das Gemeinschaftsunterrichtswesen, so werden ihm die Stunden, für die es zum Zeitpunkt der Schließung, Übernahme oder Fusion der Unterrichtseinrichtung im subventionierten Unterrichtswesen definitiv ernannt war, garantiert.

Art. 2. Ein Personalmitglied, das gleichzeitig in einem Anwerbungsamt der Oberstufe und in einem Anwerbungsamt der Unterstufe des Sekundarunterrichts einer geschlossenen, übernommenen oder fusionierten Unterrichtseinrichtung definitiv ernannt ist und für beide Ämter den Befähigungsnachweis besitzt, gilt als in dem Amt definitiv ernannt, in dem es zur Zeit der Schließung, Übernahme oder Fusion die größte Anzahl Unterrichtsstunden erteilt. Besitzt das Personalmitglied nur den Befähigungsnachweis für ein Amt, so gilt es ausschließlich als in diesem Amt ernannt.

Diese Personalmitglieder erteilen nach Möglichkeit in dem Anwerbungsamt der Stufe, in dem sie nicht in der Unterrichtseinrichtung des Gemeinschaftsunterrichtswesens gemäß Absatz I definitiv ernannt sind, die Anzahl Unterrichtsstunden, die sie in der geschlossenen, übernommenen oder fusionierten Unterrichtseinrichtung in dieser Stufe erteilten.

(1) Sitzungsperiode 1992-1993 :

Dokumente des Rates : 89 (1992-1993) Nr. 1. : Dekretenwurf. 89 (1992-1993) Nr. 2 + 3 : Abänderungsvorschläge. 89 (1992-1993) Nr. 4. Bericht.

Ausführlicher Bericht : Diskussion und Abstimmung. Sitzung vom 22. Juni 1993.